



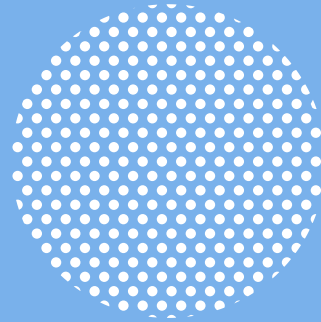
HAUT-COMMISSARIAT  
À LA STRATÉGIE  
ET AU PLAN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# Les politiques publiques de santé environnementale

Passer de l'expertise à l'action



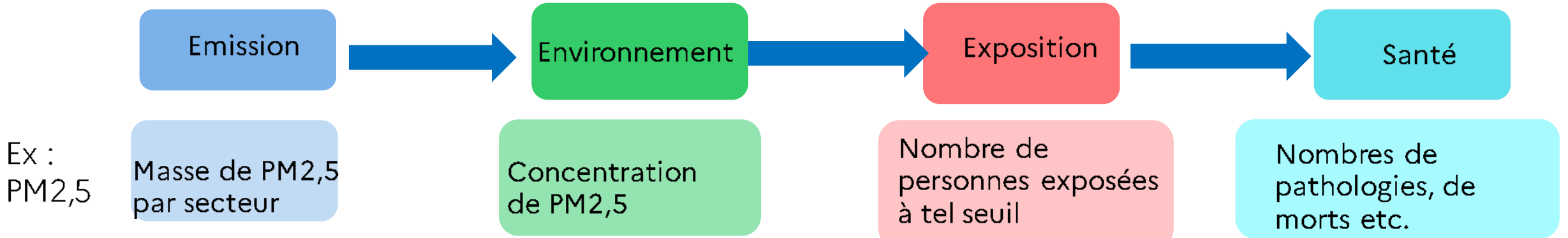
Haut-commissariat à la stratégie et au plan

# Contexte et organisation

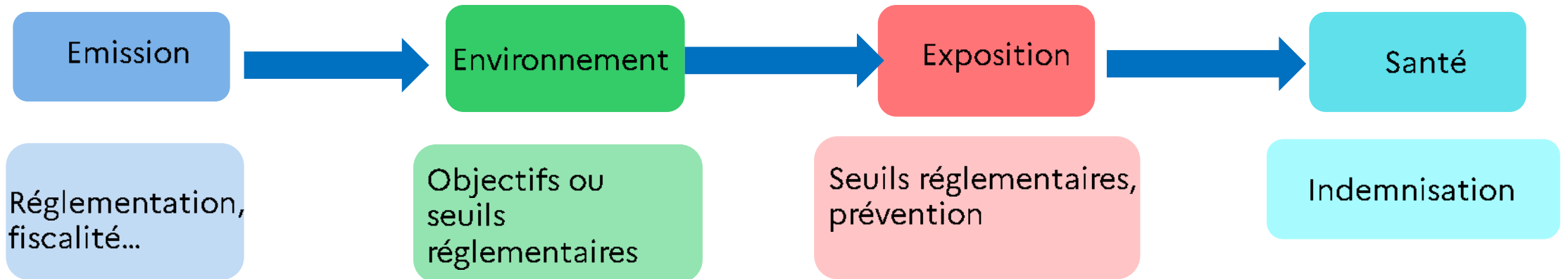
- Evaluation du Haut-commissariat à la stratégie et au plan réalisée à la demande du Comité d'évaluation et de contrôle (CEC) de l'Assemblée Nationale
- Réflexion transversale et sur 4 facteurs choisis *a priori* : pesticides, PFAS, particules, bruit
- Cinq rapports publiés fin octobre 2025
- Le travail s'est appuyé sur plus de 60 auditions et un comité scientifique

# Structure des rapports

- Quels impacts sur la santé de quelles sources ?



- Quelles interventions publiques (UE, nationale, locale) pour quelle efficacité et quels impacts ?



- Comment améliorer ces politiques publiques ?

# Des enjeux de la connaissances divers mais majeurs pour tous les facteurs étudiés

- Pour tous les facteurs, des enjeux de connaissances (production, synthèse et diffusion) majeurs
- Recommandation transversale de renforcer la connaissance et garantir le fonctionnement de l'expertise, et plus précisément de :
  - garantir le fonctionnement des centres de recherche dans la durée
  - allouer des moyens suffisants et garantis dans le temps à la production d'expertises essentielles à la conception des politiques publiques
  - renforcer les possibilités de croisement des données, notamment pour créer des modèles d'exposition
  - favoriser les travaux simulant des expositions plus proches des expositions réelles et étudiant davantage de réponses, qui pourraient plaider pour une révision des normes.
  - soutenir la mise en place d'une politique de biosurveillance des effets précoces et des expositions au niveau européen

# Particules

- Dispositifs d'observation des émissions (Citepa) et des concentrations (AASQA) anciens, robustes et s'inscrivant dans un cadre réglementaire précis
- Bilan annuel de la qualité de l'air du SDES
- Quantification robuste des effets sur la santé avec mises à jour régulières (21 000 morts prématurées par an en France d'après dernière estimation AEE)

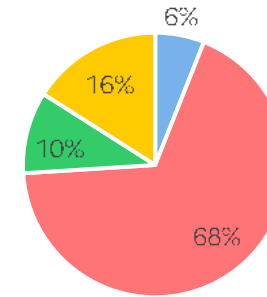
Mais des angles morts :

- Question des particules ultrafines (recommandation de les intégrer dans les politiques de surveillance dès que possible)
- Identifier les sources des particules est plus complexe qu'il n'y paraît

# Quelles sont les principales sources d'émission de particules fines ?

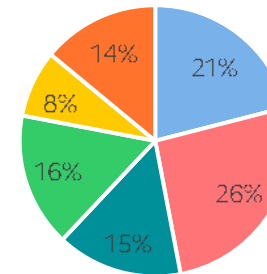
- Les sources primaires de particules sont bien connues (source : SDES/Citepa)
  
- Les sources secondaires le sont beaucoup moins. Leur prise en compte fait apparaître notamment la contribution majeure de l'agriculture (source : *Copernicus Atmosphere Monitoring Service (CAMS)*)

Sources d'émissions primaires de PM2.5 en France en 2024



■ Agriculture ■ Bâtiment ■ Transport ■ Industrie

Sources d'émissions primaires et secondaires de PM2.5 à Paris en 2024



■ Agriculture ■ Bâtiment ■ Emissions naturelles  
■ Transport ■ Industrie ■ Autres

# Pesticides

- Abondante littérature toxicologique et épidémiologique et expertises collectives de l'Inserm

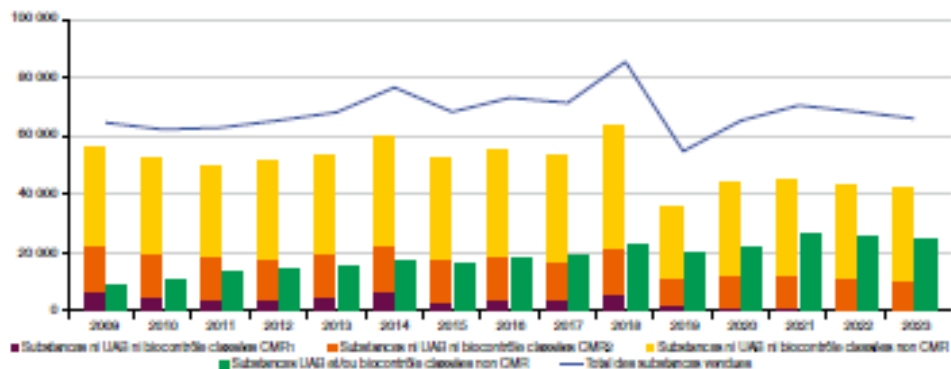
Mais :

- Pas de quantification agrégée des effets sanitaires (recommandation de confier à Santé publique France ou l'Inserm une évaluation quantitative d'impact sur la santé - EQIS)
- Information sur la contamination locale difficilement accessible au citoyen (recommandation de rendre plus intelligibles les données environnementales)
- Controverse sur les indicateurs de suivi agrégés

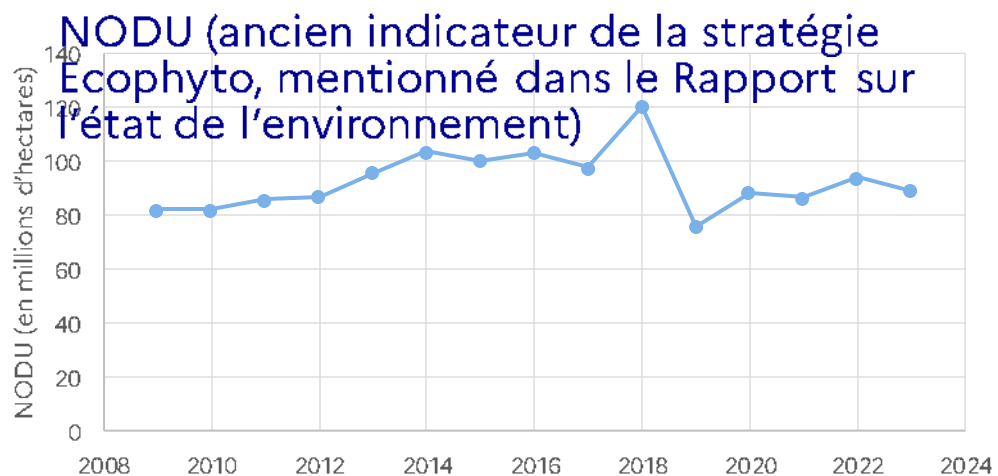
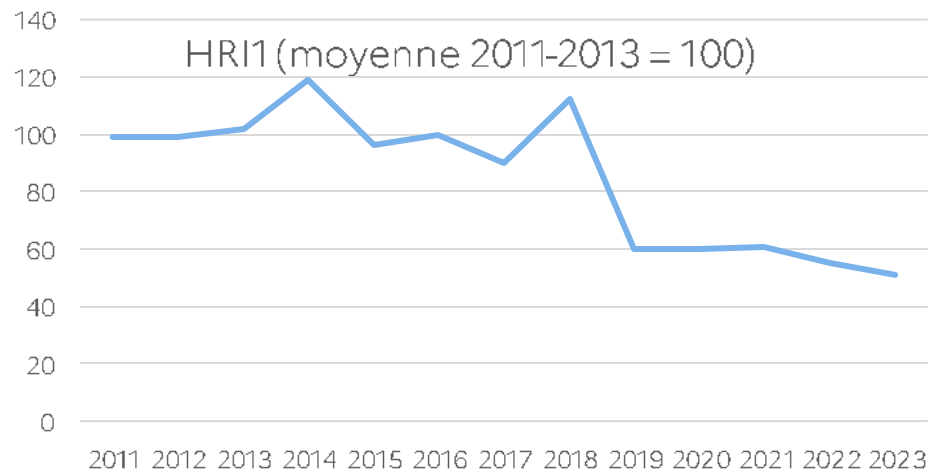
# Comment a évolué l'usage des pesticides en France ?

## QSA (Source : Datalab SDES )

Graphique 1 : évolution des quantités de substances actives vendues  
En tonnes



ou HRI1 (nouvel indicateur de la stratégie Ecophyto, diffusé par Eurostat) ?



# Bruit

- Littérature épidémiologique de plus en plus riche
- Quantification agrégée des effets sanitaires, bien qu'encore partielle (13 000 morts prématurées par an causées par le bruit des transports en France d'après dernière estimation AEE)

Mais :

- Données d'exposition lacunaires (recommandation de déployer des observatoires du bruit dans chaque région)
- Pas de vision d'ensemble (recommandation de construire une cartographie à l'échelle nationale des points noirs du bruit)
- Indicateurs hétérogènes (recommandation d'harmoniser les indicateurs entre cartes stratégiques de bruit et classement sonore des voies)
- Globalement, peu d'informations données aux citoyens (recommandation de renforcer la diffusion des connaissances sur l'état de l'environnement sonore et ses conséquences sur la santé et l'environnement)

# PFAS

- Une estimation du coût socioéconomique de la mortalité entre 52 et 84 milliards d'euros par an dans l'espace économique européen
- 24 % des adolescents français présenteraient une concentration en PFAS dans leur sérum sanguin supérieure à la recommandation de l'EFSA

Mais :

- Peu d'études :
  - o d'imprégnation (recommandation de suivre l'évolution de l'imprégnation par les PFAS des populations, notamment dans les territoires contaminés, tout en veillant à prendre en compte les spécificités des effets des expositions professionnelles)
  - o d'épidémiologie (recommandation de poursuivre et accompagner la structuration des données environnementales et de santé relatives aux PFAS)

# Quelques questions en guise de conclusion

- Qu'est-ce qui relève de l'information statistique et/ou de l'information environnementale ?
- Quel rôle de la statistique publique en matière de santé environnementale et comment prioriser ses travaux ? Comment articuler production statistique et connaissances épidémiologiques ?
- Comment éviter le syndrome du lampadaire ? Comment traiter les signaux faibles ?
- Comment décider des indicateurs produits et diffusés ? Quel arbitrage entre robustesse et pertinence ?
- Quelle place donner (ou quelle distance prendre par rapport) aux indicateurs de suivi des stratégies gouvernementales ?
- Comment rendre compte du consensus et/ou des controverses scientifiques sur la pertinence des indicateurs ?
- Quel rôle du CNIS ? Des institutions scientifiques ? De l'agenda politique ? Des préoccupations des citoyens ?